

Approche sociologique de la métropolisation

Fatah Amara

*Faculté des sciences sociales
Université Badji Mokhtar Annaba*

Résumé :

Cette contribution vise à identifier, dans le contexte de l'approche sociologique de la métropolisation, quelques problématiques sur la ville à approfondir dans l'enseignement, et par la même dans la recherche, selon trois (03) axes.

Comment rendre compte de la complexité des phénomènes sociologiques liés à la métropolisation ?

Comment expliciter une division sociale de l'espace, souvent rattacher à la métropolisation par des causalités directes (dualisation sociale, comme le propose S.Sassen 1991) ?

Comment enfin mettre en évidence la complexité du jeu des acteurs sociaux ?

الملخص:

تتدرج هذه المساهمة في إطار المقاربة السوسولوجية لدراسة الأقطاب العمرانية الكبرى وتهدف إلى تحديد بعض الإشكالات حول المدينة التي تتطلب الدقة عند تدريسها أو البحث فيها من خلال ثلاثة محاور :

كيف نعبر عن تعقيدات الظواهر الاجتماعية المرتبطة باستحداث الأقطاب العمرانية الكبرى؟

كيف نفسر التجزئة الاجتماعية للميدان الذي هو عادة مرتبط بالأقطاب من خلال أسباب مباشرة (ثنائية اجتماعية، كما يقترحه س. سسان 1991) ؟

كيف نبرز في الأخير دور الفاعلين الاجتماعيين ؟

Cet article vise à souligner, au travers d'une réflexion sur l'enseignement de la sociologie urbaine, quelques problématiques à approfondir dans l'approche de la ville en sociologie. Certains questionnements posés dans et par les discours politiques et, plus largement, par les discours médiatiques, ne sont pas abordés de front par les sociologues.

Longtemps, on a reproché à l'enseignement supérieur une certaine inertie à l'égard de nouvelles recherches: ces études ne passant que très lentement dans l'enseignement. Aujourd'hui la donne semble s'être sensiblement modifiée:

les questions que l'on se pose dans l'enseignement répondent à une demande sociale dont la presse se fait souvent l'écho. On pense par exemple aux classements systématiques des métropoles mondiales: classements des universités (celui produit par l'Université de Shangäi est critiqué, mais fait référence), classements des métropoles où il est pertinent d'investir dans l'industrie ou dans l'immobilier (par exemple, «Une bulle immobilière mondiale », *Challenge*, 9 mars 2006, mettant en relation mondialisation et flambée immobilière à Londres, New York, Paris, Madrid et Shangäi) ou encore le classement annuel des métropoles les plus attractives, (d'après les grandes multinationales, selon l'enquête CuShnian & Wakefield Healey & Baker, cabinet en conseil de référence en Europe). De plus, une partie de l'enseignement se référant à la mondialisation revient de manière récurrente sur des modèles non ou peu vérifiés (ex.:la ville duale, Sassen S. 1991), et sur une hypothèse

selon laquelle les objets nord-américains (le Central Business District, la *suburb*, etc.) sont inexorablement appelés à se développer mécaniquement dans toutes les autres métropoles du monde.

Il nous paraît donc nécessaire de mener une réflexion sur une approche sociologique nouvelle de la ville dans le contexte de la métropolisation. Ce n'est ni un état de la question, ni un programme de recherche, mais une réflexion ouverte, incomplète, soumise au débat sur l'enseignement, et au travers de celui-ci, sur la recherche en sociologie urbaine aujourd'hui et peut-être demain.

Rappelons ce qu'on entend ici par métropolisation. Il s'agit d'un processus dynamique qui décrit le passage d'une ville à une métropole, dans le cadre de la globalisation des échanges (Lacour C. & Puissant S. 1999):

- ❖ il s'opère une concentration sélective de fonctions de commandement et de conception dans certaines villes, généralement de très grande taille (mais cette condition n'est ni nécessaire, ni suffisante)

- ❖ ce processus confère aux métropoles une ouverture internationale très importante. Ces villes deviennent les têtes de multiples réseaux attirant nombre d'activités et une main-d'oeuvre nombreuse d'où l'émergence de nouveaux types de relations sociales. Le processus est donc cumulatif (économie d'agglomération) et permet une diversification des activités, gage de durabilité;

- ❖ ce processus s'accompagne généralement d'un desserrement accru (mais non-produit par la métropolisation) des activités et

des espaces résidentiels vers la périphérie et d'une spécialisation fonctionnelle et socio-économique de certains espaces intra-métropolitains.

Au travers de l'analyse de ce processus complexe, les «*urban studies*» (globalement, la littérature inspirée par les études urbaines anglo-américaines) nous proposent une vision cohérente de la ville en rassemblant et en liant par des causalités explicites la hiérarchie urbaine, les réseaux mondiaux et locaux et les processus de ségrégation, voire de dualisation (entre autres: Sassen S. 1991; Castells M. 1998; Ghorra-Gobin C. 2000; Taylor P.J. 2004). La métropolisation renvoie donc les sociologues à une nouvelle approche de la ville, mais laisse en suspens au moins trois questions, que l'on se propose d'aborder ici. Comment d'une part rendre compte de la complexité des phénomènes sociaux liés à la métropolisation? Comment d'autre part expliciter une division sociale de l'espace souvent rattachée à la métropolisation par des causalités directes (dualisation sociale liées à la globalisation)? Comment enfin mettre en évidence la complexité des jeux d'acteurs sociaux ?

1-Sociologie de la ville et métropolisation

Quels documents mobiliser pour construire un cours de sociologie sur la métropolisation? Les tissus relationnels, la mobilité social, les concentrations de grandes entreprises ou de leurs filiales, les capitalisations boursières ... de tout cela, émergeront la Triade et une hiérarchie fonctionnelle des villes mondiales. La métropole se définit comme résultat d'une sélection et d'une concentration des

fonctions de commandement socio-économique. Tout au plus, on y adjoint des fonctions politiques (sièges d'organisations internationales, sièges d'ONG...) et culturelles (grands musées, grandes bibliothèques, grandes salles de concert). La définition de la métropole est avant tout fonctionnelle dans et par le processus de mondialisation. On passe souvent d'une définition globale, désincarnée et économique de la ville, soumise à des flux et à des champs d'opportunité et d'attractivité, à une vision ancrée dans un échelon micro local, parfois intimiste, des acteurs locaux. Mais que dit-on alors de sa sociologie?

On peut avoir une approche spatiale par le « haut » décrivant et expliquant la hiérarchie, l'organisation et l'évolution des flux, des interactions et des réseaux métropolitains (Caftan N. & ai. 1994; Rozenblat C. & Cicille P. 2003; Taylor P.J. 2004; Vacchiani-Marcuzo C. 2005). Ces processus complexes, encore objets de recherche sont aujourd'hui bien diffusés, jusque dans les manuels de l'enseignement secondaire. En revanche, peu d'études permettent d'alimenter une réflexion pédagogique sur une hypothèse pourtant largement reprise:

La métropolisation n'est pas sans conséquences à l'échelon social et au niveau local. Mais pressé de s'engouffrer dans la dualisation de sa morphologie socio-spatiale, entre ses quartiers d'affaires,

- citadelles de verre et d'acier, sécurisées par des vigiles - (Marcuse P. 1989, 1997) et ses espaces en crise, on élude le plus souvent l'étude de sa fonction sociale et de son emprise spatiale.

La métropolisation produit-elle de la ville? La fonction sociale d'une métropole est-elle spécifique et irréductible aux autres villes ? Force est de constater que pour aborder dans un cours cette problématique, on dispose de très peu de documents. Or, penser la métropole en tant qu'espace social nécessiterait d'aller plus avant dans deux directions:

- d'une part, définir et constituer un corpus de données cohérent à l'échelle mondiale. On ne dispose aujourd'hui grossièrement que de la base des Nations Unies, plus ou moins à jour (*World Urbanisation Report*, 2003), mais non harmonisée ou de la base Géopolis (1993) qui est le résultat d'un travail énorme et pionnier d'harmonisation des données (MonconiÉbrard F. 1993), mais qui aujourd'hui ne semble plus alimentée;

- d'autre part, construire l'objet social. S'agissant d'un objet *a priori* caractérisé par la diversification des relations sociales au milieu urbain, il est pertinent de s'interroger sur ses limites et sa forme. Celles-ci sont connues en Europe (Guerois M. 2003), mais pas en Algérie et dans la plus part des pays de tiers monde. Les problèmes de cohérence sont nombreux: en Algérie par exemple, la construction des aires socio-métropolitaines s'articule sur les limites des wilayate uniquement, aucun outil statistique ne permet alors de définir, à un échelon sociologique convenable, les limites d'une aire socio-urbaine caractérisée à la fois morphologiquement (la densité et le bâti) et relationnellement, fonctionnellement (les navettes domicile-travail) (Fitzsimmons J. & Ratcliffe M. 2004):

Il est difficile dans ce contexte de comparer les limites des métropoles, leurs natures, leurs spécificités. Même définir la taille et les limites spatiales de la tête de la hiérarchie pose problème: les statistiques officielles, engoncées dans des définitions nationales : placent la wilaya de Annaba au quatrième rang des régions urbaines en Algérie. Quelle position adopter s'il s'agit de superposer l'étalement urbain à l'étalement des rapports sociaux induits par ce dernier ?

Autant de questions qui pourraient inspirer des recherches parfois lancées, sinon à engager. Et parmi ces questions, I les études sur les conséquences socio-spatiales de la métropolisation : où en est-on du débat sur la ville bipolarisée par la ségrégation?

2- Division sociale de la ville:

Les interrogations sur les inégalités sociales et les ségrégations traversent régulièrement les débats sur la ville, et notamment sur la ville-métropole, parfois à l'occasion de soubresauts médiatiques, aux retentissements internationaux (Los Angeles en 1992, Buenos Aires en 2002, Paris en 2005). La sociologie urbaine est au cœur d'un champ de bataille épistémologique: l'interprétation culturaliste des ségrégations, relevant de la sphère psycho-sociale d'un *homo economicus* culturalisé, s'oppose régulièrement à la mise en système de facteurs politiques, sociaux, économiques, par exemple pour expliquer les logiques auto-entretenuées d'enclavement associant la construction de bidonvilles suburbain dans les grandes villes (Alger, Oran, Constantine, Annaba)

Peut-être peut-on plaider pour un développement plus approfondi d'approches multi-niveaux, dont le moindre des mérites est de pouvoir associer des points de vue traditionnellement antagonistes et ainsi dépasser une opposition souvent stérilisante et parfois glissante dans le contexte politique actuel: il est évident pour tous qu'on ne saurait réduire la «question des bidonvilles» ni à une mise à l'écart liée aux chocs exogènes économiques (crise industrielle) et au chômage de masse induisant un exode massive, ni à une logique sociale nécessairement perverse d'exclusion spatiale par le marché foncier, ni à une volonté politique délibérée d'exclusion socio-spatiale par les A.P.C les plus aisées, ni à une logique purement endogène liée à la montée du clanisme. Il nous semble nécessaire pour la clarté de l'exposé de différencier et d'isoler momentanément certains sous-systèmes d'explication de la division sociale de l'espace:

❖ les mécanismes fonciers

❖ les facteurs socio-culturels qui associeraient les démarches de l'analyse spatiale (analyses factorielles ou urban areas analysis) et des approches plus qualitatives (effets de représentations et de rapports à l'autre, telles que les prophéties autoréalisatrices);

❖ les stratégies et les contraintes dans les mobilités résidentielles et pendulaires

❖ les jeux d'acteurs (espaces social, espaces publics, espaces privés, pratiques de l'exclusion, dont les fermetures, au niveau local).

Mais, il devient indispensable pour comprendre le fonctionnement social d'une métropole d'associer des regards et des

thématiques souvent dissociés dans les études socio-urbaines.

On peut ainsi articuler des thématiques habituellement dissociées : relier disparités sociales et mobilités est aujourd'hui un enjeu décisif pour comprendre, décrire, et enseigner l'organisation et l'évolution de la ville prise dans le processus social de métropolisation.

Par exemple, on mesure désormais ce qu'implique la carte scolaire en termes de ségrégation scolaire. Dans l'espace scolaire, cette carte n'est pas en elle-même porteuse d'une ségrégation accrue mais elle ne gomme pas pour autant les effets, sur l'école, de la division sociale de l'espace résidentiel. Elle a néanmoins pour conséquence secondaire d'encourager des stratégies de mobilité résidentielle et d'évitement (mobilité scolaire) aboutissant à une réduction de la mixité Sociale par rapport à ce qui prévaut dans l'espace résidentiel pour certaines catégories sociales. Ainsi, les pratiques de scolarisation sont socialement différenciées. Les enfants d'instituteurs, résidant dans les mêmes lieux que les autres catégories intermédiaires (ouvriers, employés) ont pourtant une probabilité relativement faible de côtoyer des enfants d'ouvriers au lycée, et une probabilité bien plus forte que ce que nous laisse supposer leurs lieux de résidence à fréquenter les mêmes établissements que les enfants issus des milieux les plus favorisés (François J.C. & Poupeau E 2005; François i.C. 2006).

D'autres travaux tendent à montrer que la mobilité résidentielle dans le périurbain ne produit pas une ville si fragmentée qu'on le suppose généralement. Ainsi, dans le cas des villes nouvelles exemple

Ali Mendjeli et Sidi Abdallah, la mobilité des parents ayant choisi de vivre en ville nouvelle a contribué à créer de véritables bassins de vie. Un rapport étroit existerait donc entre la capacité à développer localement des relations sociales et un ancrage familial durable dans les villes nouvelles. L'exemple confirme que l'appropriation de l'espace dont témoigne la proximité résidentielle en ville nouvelle entre enfants devenus adultes et parents « primo-arrivants », ne tient pas uniquement à des logiques proprement économiques, liées à la recherche d'un emploi ou d'un logement, ni aux seules logiques de proximités familiales. En plus des facteurs généralement convoqués pour expliquer l'homogénéité sociale des lieux, ce travail montre que tous les aspects de la vie sociale et de l'histoire d'un individu entrent en relation pour expliquer l'ancrage de quelqu'un dans un lieu, et ce faisant saisir la complexité de la structure sociale et spatiale des villes.

3- Jeux d'acteurs sociaux

Dans *The Urban Land Nexus and the State* (1980), Allen Scott soutient qu'une analyse critique de la production de l'espace-société dans la ville capitaliste requiert une analyse croisée du rôle des acteurs et des logiques institutionnelles. L'occupation du sol est un système produit par l'interpénétration d'espaces publics et d'espaces privés et d'espace social. L'utilisation qui est faite du sol urbain peut donc être vue comme support de stratégies de localisation d'acteurs sociaux, notamment en fonction d'avantages de localisations. Les effets émergents dépassent largement les décisions individuelles. L'espace urbain est bien le produit à la fois de la volonté des pouvoirs publics et de la planification urbaine et de la société civile, mais aussi des formes, des propriétaires individuels de biens immobiliers, chacun

adoptant des stratégies plus ou moins rationnelles. Cette logique complexe et chaotique de décision et de production de l'espace social métropolitain introduit entre les acteurs de la ville un nombre d'oppositions, de conflits, et d'intérêts contradictoires. On pense notamment à la pollution, l'étalement non planifié source d'habitat précaire induisant diverses formes de relations sociales conflictuelles, la congestion du trafic, l'inflation des prix fonciers, la spéculation immobilière, la concurrence fiscale entre A.P.C ou bien encore les comportements des occupants de l'habitat précaire. Autant d'enjeux qui posent la question de la régulation des interactions entre acteurs, à tous les niveaux, d'autant plus que l'action publique ne peut se faire aujourd'hui sans passer par des dispositifs de démocratie locale, voir de la société civile.

Étudier et enseigner le jeu des acteurs dans sa complexité n'est certes pas une nouveauté, mais ce type d'approche est assez récent. Le raisonnement porte alors sur les acteurs individualisés selon leurs propres stratégies économiques, politiques, culturelles, et sociales. Mais les territorialisations structurantes dans la métropole (ségrégations, polycentrisme des activités, étalement, évolutions morphologiques) peuvent être abordées comme le produit contextuel d'un consensus social complexe qui s'opère selon des relations de distance dans l'espace urbain. L'interaction n'est plus celle des individus ou des institutions, mais s'opère entre différents niveaux de stratégie. On entend par niveaux:

Des échelles socio-temporelles, qui présente un aspect assez bien connu, mais mériterait sans doute des analyses comparées dans

différents contextes, mais également des entrées différentes (stratégies économiques, politiques, etc.). Ces entrées sont très étudiées individuellement et bien connues, mais rares sont ceux qui tentent d'analyser non pas la confrontation de ces logiques, mais leurs articulations, voire leurs interactions. Ainsi une entrée par la complexité des interactions sociales entre les institutions (publiques, privées, associatives...) et les cadres juridiques que ces dernières produisent et négocient, permet de mettre en évidence les relations qui se cousent et se décousent. La fonction sociale de la ville - qui plus est de la métropole, objet d'enjeux à différentes portées - est en grande partie faite de logiques de négociation (financières, mais pas seulement), de contractualisation, de corpus juridiques qui offrent aux acteurs une matérialité pour construire l'espace social et ses limites. Par exemple, il faut mettre en relation les morphologies propres à l'étalement urbain, et de la superposition des relations sociales y afférents ce qui détermine en amont ces formes, c'est-à-dire essentiellement le droit, public et privé. Les lotissements, par exemple, sont avant tout des formes définies en droit: par le code de l'urbanisme, les PDAU et les schémas directeur qui en tissent les contours territoriaux (servitudes, densité, types de construction, emprises des équipements publics) mais aussi par les contrats de copropriété qui régissent les relations sociales des résidents. Les règlements de copropriété déterminent les espaces de loisirs, les usages des rues privées, la jouissance collective et individuelle des espaces verts et parties communes; autant de lieux qui participent à la vie sociale micro-locale. Bref, la plupart des formes qui nous occupent, dont on mesure l'emprise, l'empreinte, la portée socio-

spatiale, existent d'abord en droit, et sont construites spatialement et socialement par des relations d'abord contractuelles et juridiques. Ajouter cette dimension à notre appréhension du territoire socialement défini permet par exemple de mieux saisir les processus de décision, de négociation, au sein des collectivités locales et des lotissements résidentiels, comme cela a été démontré en France (Charmes E. 2005) ou dans les «villes privées» des États-Unis (Le Goix R. 2005; Le Goix R. & Loudier-Malgouyres C. 2005).

L'étude de ces processus semble encore en friche aujourd'hui et ne peut donc que rarement figurer dans un enseignement de sociologie urbaine. Cela est d'autant plus dommage que la sociologie prend en charge aujourd'hui en formation ab initio nombre d'urbanistes et d'aménageurs demain. Cet aspect, en apparence purement technique, souvent perçu comme tel à l'université ou dans diverses institutions publiques (A.P.C, wilaya, etc.), est pourtant essentiel dans la compréhension du phénomène socio-urbain.

Au final, enseigner en sociologie la métropolisation devient une gageure difficile à tenir tant sa définition reste problématique et les études contextualisés rares. C'est pourtant un sujet d'actualité, un débat récurrent, souvent relayé dans la presse, où les sociologues auraient beaucoup à dire. Mais on aboutit à une situation dangereuse intellectuellement et idéologiquement:

d'une part, la vulgarisation de ce thème précède de véritables analyses;

d'autre part, l'essentiel des analyses comparatives s'inscrit dans une démarche de mise en concurrence des villes aux fonctions sociales

différentes à l'échelon supérieur de la hiérarchie métropolitaine. Cette démarche est absolument nécessaire mais pas suffisante pour saisir la complexité d'une insertion socio-métropolitaine.

Construire un enseignement de qualité autour des problématiques de la sociologie des métropoles est d'autant plus urgent. Mais comment l'étayer ? Les problèmes que pose l'enseignement de certains processus peuvent-ils aujourd'hui guider, ou du moins inspirer, de nouvelles pistes de recherche?

Références bibliographiques:

- Castells M. 1998 - *L'ère de l'infonnation, la société en réseau*, Fayard, Paris, 613 p.
- Cattan N., Pumain D., Rozenblat C. & Saint-Julien T. 1994 (rééd. 1998) - *Le système des villes européennes*, coll. Villes, Anthropos, Paris, 201 p.
- Charmes E. 2005 - *La Vie périurbaine face à la menace des « gated communities »*, L'Harmattan, Paris, 219 p.
- Fitzsimmons J. & Ratcliffe M. 2004 - "Reflections on the Review of Metropolitan Area Standards in the United States, 1990-2000", in Champion & Hugo - *New Forms of Urbanization: Beyond the Urban-Rural Dichotomy*, Ashgate, London, 444 p.
- François J.C. 2007 - «La carte scolaire en ses contours », iii Saint-Julien T. & Le Goix R., *La métropole parisienne: centralités, inégalités, proximités*, coll. Mappemonde, Belin, Paris, p. 183-207.
- François J.C. & Poupeau F. 2005 - «De l'espace résidentiel à l'espace scolaire : inégalités et pratiques de scolarisation en Île-de-France », *Annales de la Recherche Urbaine* (99), p. 127-133.
- Ghorra-Gobin C. 2000 - *Les États-Unis entre local et mondial*, Presses de Sciences Po, Paris, 287 p.
- Guerois M. 2003 - «La forme des villes européennes vues du ciel », in Pumain D. & Mattei M.F., *Données Urbaines 4*, coll. Villes, Anthropos, Paris, p. 411-426.
- Imbert C. 2007 - «L'ancrage des enfants de la « première génération ville nouvelle » », in Saint-Julien T. & Le Goix R., *La métropole parisienne.~ centralités, inégalités, proximités*, col¹. Mappemonde, Belin, Paris, p. 275-294.
- Lacour C. & Puissant S. 1999 - *La Métropolisation. Croissance, Diversité, Fractures*, Collection Villes, Anthropos, Paris, 190 p.
- Le Goix R. 2005 - « La dimension territoriale des gated communities aux États-Unis: la clôture par contrat », *Cercles* (13), p. 83-96.
- Le Goix R. & Loudier.-Malgouyres C. 2005 - «La production privée des espaces publics », *Annales de la Recherche Urbaine* (99), p.29-39.
- Loi D. 1984 - «Sur quelques rapports entre causalités et analyses de systèmes », in Guermond Y., *Analyse de systèmes en géographie*,

Presses Universitaires de Lyon, Lyon, 324 p. Marcuse P. 1989 - "Dual City": a Muddy Metaphor for a Quartered City", *International Journal of Urban and Regional Research* 13 (4), p. 697-708.

Marcuse P. 1997 - « The Ghetto of Exclusion and the Fortified Enclave: New Patterns in the United States », *The American Behavioral Scientist* (41), p. 311-326.

Evolution du monde et évolution des questionnements géographiques
Massey D.S. & Denton N.A. 1995 - *American Apartheid*, coll. Les Urbanités, Descartes, Paris, 383 p.

Moriconi-Ébrard F. 1993 - *L'urbanisation du monde depuis 1950*, Anthropos, Paris, 372 p.

Rozenblat C. & CiciIIe P. 2003 - *Les villes européennes. éléments de comparaison*. La Documentation Française (DATAR), Paris, 59p.

Sassen S. 1991 - *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University Press, Princeton, NJ. Éd. française: *La ville globale. New York, Londres, Tokyo*, Descartes, Paris, 1996, 530 p.

Scott A.J. 1980 - *The Urban Land Nexus and the State*. Pion, London, 256 p.

Staszak J.F. 1999 - « Détruire Détroit. La crise urbaine comme produit culturel », *Annales de Géographie*, p. 278-299.

Taylor P.J. 2004 - *World City Network: a global urban analysis*. Routledge, London & New York, 241 p.

Vacchiani-Marcuzo C. 2005 - *Mondialisation et systèmes de villes: les entreprises étrangères et l'évolution des agglomérations sud-africaines*, Thèse de Doctorat, UFR de Géographie, Université Paris 1, Paris, à consulter sur Internet:

[http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011351 /fr/](http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00011351/fr/).